

ÉCONOMIE, SOCIOLOGIE ET HISTOIRE DU MONDE CONTEMPORAIN
(Épreuve n° 270)

ANNÉE 2016

Épreuve conçue par ESCP Europe

Voie économique et commerciale

" La globalisation financière ne mérite ni excès d'enthousiasme ni excès d'indignité ", selon A. Castagnis. L'analyse économique porte en effet un regard nuancé sur la globalisation financière, qui a pu apporter à certaines économies et individus des opportunités, alors qu'ils en disposaient de peu, mais qui n'est pas pour autant le processus paré de toutes les vertus que décrivent ses défenseurs. La globalisation financière, qui prend son essor avec les années 1980 constitue l'un des trois piliers de la mondialisation selon J. Le Carlier. En effet, la mondialisation, entendue au sens d'une interdépendance croissante des économies et la constitution progressive d'un espace économique mondial intégré, admet une dimension financière, mais aussi productive (flux internationaux de facteurs de production) et commerciale (échanges mondiaux de biens et services). Comme le montre D. Rainelli, dans Le Commerce international (2009), on distingue deux vagues de la mondialisation, la première débute en 1870 et s'achève en 1913, la seconde commence dans les années 1980 et se poursuit de nos jours. Au-delà de sa dimension financière la mondialisation est bien souvent au centre des débats, que ce soit sur la question de ses répercussions économiques ou de ses conséquences sociales. Alors, quelles sont les incidences économiques et sociales de la mondialisation sur un pays ? En essayant

d'apporter un regard nuancé, nous montrons tout d'abord les bienfaits de la mondialisation sur ces deux plans pour une économie; puis nous voyons en quoi et comment la mondialisation peut expliquer les mauvaises performances économiques et sociales d'un pays; enfin nous montrons en quoi la mondialisation met à jour des défaillances propres aux économies, et susceptibles de générer de mauvaises performances.

I. Comme le montrent les analyses théoriques et les expériences empiriques, la mondialisation est source de bienfaits économiques et sociaux

La mondialisation, du fait de sa dimension commerciale, peut être étudiée sous l'angle du libre-échange et de ses intérêts. Le libre-échange est une politique commerciale qui vise à abaisser l'ensemble des obstacles à la circulation internationale des biens et services. Or, dès l'analyse classique, on met l'intérêt du libre-échange et de la spécialisation internationale. D'abord en 1776 (Recherche sur les causes et la nature de la richesse des nations), A. Smith montre que le commerce international est un jeu à somme positive à partir du moment où chaque économie se spécialise dans une production pour laquelle elle dispose d'un avantage absolu (production pour laquelle son coût d'opportunité est inférieur à celui de ses partenaires commerciaux), ainsi chacun réalise des gains de productivité et accroit ses quantités produites qu'elle peut ensuite échanger. Il en résulte au niveau global une dynamique de croissance portée par les

flux commerciaux. Cette analyse est ensuite complétée par D. Ricardo (Des principes de l'économie politique et de l'impôt, 1817) au travers la notion d'avantage comparatif et par le théorème Heckscher-Ohlin sur la question de la dotation factorielle des pays dans la détermination de leur spécialisation. Toutes ces premières analyses théoriques concourent à montrer l'intérêt de l'échange international pour générer la croissance des économies, une croissance qui devrait permettre à terme le bien-être et l'amélioration du sort de tous, selon le principe du "trickle down effect". Par ailleurs, les apports des nouvelles théories du commerce international, qui relâchent l'hypothèse de concurrence pure et parfaite, montrent également les bienfaits qu'une économie peut retirer de la mondialisation au niveau commercial. Tout d'abord, le commerce international accroit les débouchés des firmes, celles-ci peuvent alors bénéficier d'économies d'échelle (réduction du coût unitaire de production à mesure que la quantité produite s'accroît), à la source d'une meilleure compétitivité et de gains de productivité liés aux effets du learning by doing (effets d'apprentissage et gains en expérience). Un cercle vertueux production-exportations-compétitivité se met alors en place. Par ailleurs, le commerce international accroit la différenciation des produits, et si l'on pose l'hypothèse de la préférence pour la différence du consommateur, il y a amélioration du bien-être collectif. Enfin, l'ouverture commerciale limite les situations de rente de monopole ; en accroissant le degré de concurrence, elle pousse les entreprises à l'innovation et

à la modernisation, et si elle n'amène la disparition des monopoles, elle accroît leur degré d'efficacité. Ainsi, comme le montrent J. Brande et P. Krugman à partir du modèle du dumping réciproque, l'ouverture commerciale des pays génère des flux intrabranches, les monopoles nationaux ayant intérêt à accroître leurs ventes à l'étranger, même à un prix plus faible, pour bénéficier d'économies d'échelle.

De plus, l'expérience historique souligne l'intérêt pour les pays à participer à la mondialisation. Alors que les stratégies de développement auto-centrées et protectionnistes adoptées par les pays en développement (PED) dans les années 1950-1970 sont de véritables échecs (surecapacités de production, endettement massif, ...), d'autres modèles de développement ont mis à profit leur ancrage dans un contexte mondialisé. C'est notamment le cas du modèle d'industrialisation par promotion des exportations, ou modèle "en vol d'ailes sauvages" employé par le Japon au sortir de la Seconde Guerre mondiale. K. Akamatsu montre que ce modèle repose sur la spécialisation dans des productions nécessitant peu de capitaux, dans une logique uniquement tournée vers l'exportation. Les gains réalisés permettent ensuite une "remontée des filières" vers des secteurs nécessitant davantage de capitaux, l'économie est alors lancée sur la voie de la croissance. Enfin, en termes sociaux, on notera également la création d'emplois permise par l'activité des firmes transnationales. En 2013, elles employaient plus de 82 millions

de personnes et on estime qu'elles sont créatrices d'emplois nettes. Toutefois, malgré ces bienfaits apparents, la mondialisation peut aussi avoir des répercussions économiques et sociales néfastes pour un pays.

II. La mondialisation peut expliquer les mauvaises performances économiques et sociales d'une économie

La mondialisation peut être un facteur d'explication des mauvaises performances économiques et sociales, à partir du moment où elle ne respecte pas certaines conditions ou s'appuie sur des fragilités initiales des économies. Pour qu'un pays puisse tirer des bienfaits de la mondialisation, son économie doit d'abord être en capacité de rivaliser avec les autres. C'est ainsi que F. List prône un "protectionnisme éducatif" pour les "industries dans l'enfance". List s'affirme comme un libéral mais il montre que la liberté suppose l'égalité, et que cette égalité doit être construite. Le constat historique rejoint l'analyse de List, lors de la première révolution industrielle par exemple, l'Angleterre a d'abord protégé son industrie textile et sa marine (les Actes de Navigation) et ne s'est pleinement ouverte au libre-échange que lorsque sa suprématie dans ces deux secteurs furent assurés. Par ailleurs, le cercle vertueux production : exportations : compétitivité, évoqué plus haut, ne joue pas de façon identique pour l'ensemble des pays et certains économistes ont mis en évidence que les pays inscuits

dans cette dynamique étaient tôt ou tard confrontés à une hausse de leurs coûts de production, du fait de la pénurie de la main-d'œuvre, faisant disparaître le facteur de leur compétitivité. Le cycle production-exportations-compétitivité peut alors s'arrêter voire se retourner. Par ailleurs, les économies d'échelle et les gains de productivité, parvenus à un certain niveau, connaissent un net ralentissement de leur croissance. De même, sur la question de la globalisation financière, aucune étude n'a permis de montrer un lien entre croissance et ouverture financière, puisqu'il faut prendre en compte un certain nombre de facteurs comme la qualité des institutions ou le niveau de développement du marché financier domestique. De plus, dans sa dimension financière, la mondialisation peut s'avérer très élargissante pour les économies, notamment pour les PED. La libéralisation financière de ces pays, prônée par le Consensus de Washington, alimente de plus en plus le scepticisme de la communauté internationale du fait des bouleversements que supposent l'instabilité des flux de capitaux mondiaux pour ces économies. En effet, l'afflux de capitaux est d'origine du gonflement de bulles boursières et d'actifs ainsi que d'une appréciation rapide de la monnaie, tandis que le reflux ou les arrêts des flux ("sudden stops") génèrent des crises majeures et une contraction forte de la production. Sur le plan commercial par ailleurs, on constate que le libre-échange n'est pas toujours gage de croissance.

Ainsi, dans Dykes et paroisées de l'histoire économique (1993), P. Bairoch montre que par le passé les taux de croissance étaient plus élevés en période protectionniste alors que les crises se déclenchent en période de libre-échange. Au final, il conclut que le libre-échange n'apporte pas la croissance mais que c'est la croissance qui entraîne l'ouverture commerciale. Par ailleurs, la participation aux échanges internationaux d'un pays peut se faire en sa défaveur. C'est ce que montre J. Baghmati, en s'appuyant sur le théorème de Rybczynsky, au travers le concept de "croissance appauvrissante". En effet, lorsqu'un pays accroît les quantités produites du bien dans lequel il est spécialisé, l'offre de ce bien augmente, et la demande étant inélastique, il y a pour ce pays dégradation du solde de la balance commerciale puisque le prix du bien se réduit à l'exportation. Les exportations rapportent moins à l'économie, les importations lui sont toujours aussi chères, il y a détérioration des termes de l'échange pour cette économie. Sur le plan social, la spécialisation d'un PED dans les cultures d'exportation accroît la concurrence entre les productions destinées à l'export et les productions vivrières. Ces dernières reculent, ce qui oblige les populations à acheter ce qu'elles produisaient auparavant, on parle bien de "croissance appauvrissante", situation que l'on retrouve dans la Côte d'Ivoire des années 1990. Toujours sur un plan social, la question de la montée des inégalités entre les travailleurs qualifiés et non

qualifiés des pays développés, concomitamment à l'essor de la mondialisation, interroge sur la responsabilité de cette dernière. Ainsi, le théorème Stolper-Samuelson pointe que la spécialisation des pays développés accroît leur demande de travail qualifié et réduit celle de la demande de travail peu qualifié, ce qui accroît les inégalités d'accès à l'emploi et les inégalités salariales. En fin, sur la question du chômage et de la mondialisation, et qui fait souvent trait pour les pays développés à la crainte des délocalisations, les études montrent un impact limité (entre 13 000 et 15 000 emplois par an sont détruits en France du fait de la mondialisation, ce qui est à mettre en lumière avec les 10 000 emplois créés et détruits chaque jour, selon N. Baulot, L'économie française, 2009) mais il n'empêche que des pans entiers de l'industrie française se sont expatriés à l'étranger, comme une partie des services, et que les secteurs les plus exposés sont ceux qui font majoritairement intervenir des travailleurs peu qualifiés. La mondialisation semble donc, dans une certaine mesure, expliquer les mauvaises performances économiques et sociales des économies, mais il serait inexact de les lui imputer totalement. En effet, il semblerait que, plutôt qu'un responsable direct, la mondialisation mette à jour et amplifie les faiblesses propres aux pays.

III. La mondialisation met en exergue les fragilités des systèmes économiques et sociaux propres à chaque

pays et agit comme un miroir grossissant sur ces dernières.

Si la mondialisation accroit les disparités, il faut aussi en revenir à des facteurs internes aux économies pour expliquer les différences de performances. Sur la question de la mondialisation financière tout d'abord, le paradoxe de Lucas montre qu'elle n'a pas d'abord profité aux pays les moins bien dotés en capitaux. En effet, le paradoxe de Lucas montre que la globalisation financière aurait dû générer des flux à destination des pays du Sud, puisque la rentabilité marginale du capital y est plus forte (étant donné que le capital y est rare). Or, il montre qu'il n'y a pas de liens dans les faits entre rendement marginal du capital et flux de capitaux, car, dans les PED, la productivité est minée par un ensemble de facteurs : manque d'infrastructures et de qualification de la main-d'œuvre, des institutions peu solides et rongées par la corruption, ... Or, les institutionnalistes comme D.C. North, soulignent l'importance de la qualité des institutions dans le développement d'une économie, des institutions "inclusives" (D. Acemoglu) permettent en effet de garantir les droits de propriété et limitent les coûts de transaction, ce qui est nécessaire à la croissance économique. Ainsi le modèle d'industrialisation par promotion des exportations japonais s'est-il appuyé sur un cadre institutionnel solide, et sur un effort important dans l'éducation des populations. En l'absence d'un cadre institutionnel de qualité, il est certain que la mondiali-

-sation peut générer de mauvaises performances économiques et sociales. C'est ce que montre le modèle de division internationale du travail traditionnel, adopté notamment en Afrique. Ce modèle qui repose sur l'exportation de matières premières et l'importation de produits manufacturés s'est avéré inefficace du fait de la présence d'États rentiers (G. Nydal) cherchant à tout prix à s'accaparer intégralement la rente issue de l'exploitation des matières premières.

De plus, la question du chômage et de la mondialisation renvoie d'abord à une problématique de compétitivité des économies avancées face à la concurrence des pays à bas salaires. Pour restaurer sa compétitivité, un pays développé doit accroître sa capacité à innover et réaliser des restructurations qui peuvent être coûteuses en emploi. De même, le théorème Stolper-Samuelson n'explique qu'une part mineure de la montée des inégalités entre travailleurs qualifiés et peu qualifiés des pays développés, bon nombre d'économistes soulignent en effet avant tout le rôle du progrès technique, qui accroît la demande de travailleurs qualifiés dans l'ensemble des secteurs, générant une pression à la hausse sur leurs salaires.

Enfin, l'accusation de la mondialisation, quant aux difficultés économiques et sociales des économies, ne doit pas mettre de côté que ses effets néfastes peuvent être le fruit d'une absence de véritable coordination ou concertation à l'échelle mondiale pour réguler son expansion. Ainsi, un certain nombre d'effets

négatifs de la mondialisation pourraient être contournés par une harmonisation des normes et des droits sociaux afin de limiter les pratiques de dumping fiscal ou social, de même, c'est l'absence de coopération mondiale qui rend possible le maintien de paradis fiscaux,...

La mondialisation présente donc de multiples intérêts pour les économies mais elle ne saurait corriger les défauts des systèmes économiques et sociaux des pays, et appelle une nécessaire régulation pour limiter ses impacts négatifs.

Que ce soit par le biais de l'analyse théorique ou de l'expérience empirique, la mondialisation a clairement démontré ses multiples bienfaits pour l'économie libre: échange, spécialisation et accroissement de la production, économies d'échelle, différenciation des produits et efficacité des marchés ont clairement amené à l'extension géographique de la mondialisation. Toutefois, elle peut, dans une certaine mesure, expliquer les mauvaises performances économiques et sociales des pays en générant davantage d'instabilité financière, particulièrement dévastatrice pour les PED, un accroissement des inégalités internes entre travailleurs qualifiés et peu qualifiés des pays avancés, ou encore un appauvrissement des populations. Finalement, il faut noter que ces effets négatifs peuvent être mis en lien d'abord avec des difficultés propres aux pays, et qui se voient amplifiées par la mondialisation. Nous avons

ainsi constaté l'importance de la qualité du cadre institutionnel et d'une coopération approfondie dans le cadre du développement de la mondialisation. Ce dernier point souligne par ailleurs, et de façon plus large, une forme de crise du multilatéralisme dans les relations économiques et monétaires internationales face à l'expression des comportements non coopératifs et la tendance au régionalisme, comme optimum de second rang; la coopération mondiale, qui se voit dans le cadre de la mondialisation ou même dans un sens plus large, est aujourd'hui un chantier largement inachevé, comme en témoigne l'enlisement des négociations dans le cadre du cycle de Doha, qui cristallise les tensions sur la question du commerce international des produits agricoles.